



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets.
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MGM

2 Chemin d'Encaulet
CS 32070
31620 Castelnau-D'estrétefonds

Références : FT/S 2025-357.
Code AIOT : 0006801847

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement MGM implanté LD Roque Traoucade 82160 Caylus. L'inspection a été annoncée le 13/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2025 des ICPE. La précédente inspection a été effectuée le 16 octobre 2018. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MGM

- LD Roque Traoucade 82160 Caylus
- Code AIOT : 0006801847
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le siège social de la société MGM Sablières Réunies se situe à Castelnau d'Estrétefonds (31260).

La société créée en 1994 MGM Sablières Réunies exploite la carrière de roches massives sur le territoire de la commune de Caylus (82).

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 délivré à la société SNC MGM Sablières Réunies aux lieux-dits « Roque Traoucade » et « Camp Del Sol », sur le territoire de la commune de Caylus. L'autorisation est valable jusqu'au 29 décembre 2034.

L'arrêté préfectoral n° 2010-341-0003 du 7 décembre 2010 a acté le transfert de l'autorisation d'exploiter cette carrière à la société SNC MGM Sablières Réunies.

L'arrêté préfectoral n° 2014-287-0009 du 14 octobre 2014 a permis la mise à jour du tableau de classement sur les rubriques :

- 2510-1 : autorisation,
- 2515-1-b : enregistrement,
- 2517-2 : enregistrement.

La superficie totale de la carrière est d'environ 8 ha. La production moyenne annuelle et le rythme de production n'excèdent pas l'équivalent d'une production annuelle de 200 000 tonnes.

L'exploitation de roches se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers. A cet effet, le gisement est extrait par abattage à l'explosif en fronts successifs d'une hauteur de 15 mètres. Ces matériaux sont ensuite dirigés par dumper vers une installation de traitement d'une puissance de 520 kW. La carrière produit du granulat 0/20 et 0/80.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de Lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 16	Demande d'action corrective	3 mois
4	Modification du site.	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Registres et Plans	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Bornage	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 23	Demande d'action corrective	3 mois
14	Aire de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ravitaillement	22/09/1994, article 18.1.I	Demande de justificatif à l'exploitant	
15	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 26.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
16	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 26.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
18	Station météorologique.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Prévention de la pollution de l'air.	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 27	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
2	Prévention Incendies	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 16	Sans objet
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 16	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 16	Sans objet
9	Remblayage Aire	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 18	Sans objet
10	Plan topographique zones de remblais	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 18	Sans objet
11	Bords supérieurs Décapage.	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 15	Sans objet
17	Surveillance émissions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	poussières		
20	Bruits et vibrations.	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des Installations Classées (IIC) constate lors de la visite de la Carrière sur la commune de Caylus que des travaux de modification des installations de traitement ont été engagés sans en informer au préalable les services de la Préfecture de Tarn-et-Garonne. Il appartient à l'exploitant de déposer un porter à connaissance (PAC) afin de régulariser les modifications des équipements présents au sein de l'emprise de la carrière.

De plus, lors de la visite, des non-conformités ont été constatées, dont certaines avaient déjà fait l'objet d'observations et de demandes d'actions correctives suite aux visites précédentes du 17/09/2014 et du 16/10/2018, notamment sur l'absence d'aire de ravitaillement étanche.

Ainsi, à la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser les actions correctives dans le but d'une mise en conformité, sous les délais fixés dans les points de contrôle listés. Ces actions correctives seront reprises dans le PAC susvisé de demande de modification des conditions d'exploitation ou dans une prochaine demande relative à l'agrandissement de la surface et l'allongement de la durée d'exploitation.

Les justificatifs associés (procédures, documents, devis signés, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives, doivent être transmis sous les mêmes délais. L'IIC rappelle à l'exploitant que dans l'hypothèse où les actions correctives ne sont pas réalisées ou justifiées dans les délais impartis, une Mise en Demeure pourra être proposée au Préfet de Tarn-et-Garonne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des déchets PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il

- convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant présente le dernier PGD de Mai 2022, où est stipulé l'existence de 34 000 m³ de matériaux de découverte sur les 50 premiers centimètres d'un mélange de terre végétale et de produits calcaires.

Sur le plan du site de Caylus sont spécifiés les stockages de 0/80 de "prescalpage" c'est à dire un stérile d'exploitation qui, aux dires de l'exploitant n'en est pas un car sur ce produit, le nouveau Process de traitement permettra une optimisation de la valorisation de ce matériau qui de fait ne peut être considéré comme déchet. Ce sous-produit d'exploitation ne génère pas de déchets à proprement parler, de matériaux définitifs stockés sur place jusqu'à la remise en état du site.

Les plans des zones de stockage du site sont mis à jour 2 fois par an (relevés au Drone) en intégrant ce matériau 0/80 prescalpage à retraiter, cependant il manque le plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondant aux îlots de matériaux en zone Sud avant traitement dans la nouvelle installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention Incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de Lutte Incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Le site bénéficie de la vérification des extincteurs (dernière vérification en août 2025 - rapport 724910/CS/1.000/004 en date du 29/08/2025 qui concerne les 9 extincteurs présents sur site et

dans les engins. L'exploitant indique que ce point fait le lieu du suivi de l'organisme de prévention Prévenchem à une fréquence de 2 fois par an.
Il est constaté par sondage le marquage de la vérification d'un extincteur au mois d'Août 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de Lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 16

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau incendie.

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. **A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.**

Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.[...]

Constats :

L'Inspection constate que le site ne bénéficie pas de point d'eau se trouvant à moins de 100m et permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. Le site ne bénéficie pas de réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous 3 mois une réserve d'eau d'au moins 120m³ dans le respect de l'article sus-nommé et de le justifier une fois celle-ci opérationnelle. Cet élément de lutte contre l'incendie demeure un élément essentiel de sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Modification du site.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 9
--

Thème(s) : Risques accidentels, Projet de Modification des conditions d'exploitation.
--

Prescription contrôlée :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté à connaissance du Préfet [...]
--

Constats :

Devant le constat des modifications déjà réalisées des installations de traitement, il est rappelé à l'exploitant que tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté à connaissance du Préfet.

L'exploitant présente à l'IIC la proposition technique du Bureau d'Etudes TerraExpertis pour la réalisation d'un PAC sur le remplacement de l'installation de traitement (dont les travaux ont déjà débuté sur 2025).

Cette proposition technico-financière est en date du 03 septembre 2025 et inclut l'étude du Dossier de demande d'autorisation environnementale relative à l'extension au renouvellement et à la modification du site de Caylus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Il est demandé à l'exploitant de justifier dès que possible de la constitution du dossier de PAC (remplacement de l'installation de traitement et augmentation du rythme de production) par le BE et d'indiquer une date prévisionnelle de dépôt auprès des services de la Préfecture du Tarn et Garonne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registres et Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registres et plans

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an, un plan à l'échelle 1/1000ème ou à une échelle plus grande , sur lequel figurent : [...]

Constats :

L'exploitant présente les plans des projets d'aménagement en cours et du futur projet, ainsi que le plan d'exploitation 2025 réalisé suite aux relevés du 16/12/2024 du géomètre Expert (LBP) à

l'échelle 1/1000 des fronts de taille et niveaux topographiques du site sauf au fond du carreau. L'Inspection note l'absence de la bande des 50m sur le plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre attache avec son Géomètre Expert pour actualiser le plan d'exploitation reprenant l'ensemble des informations requises par la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Côte NGF
Prescription contrôlée : L'extraction consiste à extraire les matériaux en fronts successifs d'une hauteur maximum de 15 mètres jusqu'à la côte 195 NGF [...]
Constats : Devant les observations d'écoulements en haut de Front de taille et de quelques éboulements sur les banquettes, l'IIC demande à l'exploitant si des mesures de stabilité sont réalisées sur le site. L'exploitant précise la mise en place actuelle d'un plan de suivi de fronts de taille afin d'en estimer la stabilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage explosif
Prescription contrôlée : [...] l'abattage à l'explosif doit se faire suivant un plan de tir établi et communiqué à l'Inspection des installations classés[...]
Constats : L'exploitant présente le plan de tir n°TO5 sur 2025 du 17/06/2025 dont la foration est exécutée par le prestataire OSAGRA et la réalisation par EPC France qui en assume la réalisation des mesures de vibrations associées. Il est présenté le dossier du tir n° T01-2025 en date du 15/01/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs BC
Prescription contrôlée : [...] les engins et camions sont équipés d'un extincteur type BC à poudre, d'une trousse de secours et d'une couverture de survie.[...]
Constats : Lors de l'inspection sur le chargeur présent sur l'exploitation, il est constaté la présence effective d'une trousse de secours ainsi que d'un extincteur de 2Kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remblayage Aire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de réception inertes extérieurs.
Prescription contrôlée : [...] Les parties remblayées ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci sont préalablement bennés sur une aire de réception aménagée, et triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Une benne pour la réception des refus est mise en place. [...]
Constats : L'exploitant affirme ne pas utiliser d'apports extérieurs pour les remblais effectués notamment pour les modifications déjà effectuées. Actuellement aucun apport de matériaux extérieurs et seulement avec des stériles ou remblais inertes pour le dallage aménagé (mars, avril 2025) pour la plateforme ou en utilisation pour les merlons récents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan topographique zones de remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Registres apports et plan topographique.
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais, correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Comme évoqué au PC n°9 l'exploitation ne nécessite pas d'apports de matériaux extérieurs, les

seuls remblais présents sur site et sur le plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais sont les matériaux issus du décapage et du "prescalpage".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bords supérieurs Décapage.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Respect bande 10 m décapage.

Prescription contrôlée :

Le décapage des terrains est limité aux besoins de la phase en cours des travaux d'exploitation. [...] (distance minimale de 10 m des limites du périmètre de la zone autorisée).

Constats :

L'exploitant affirme que les voies de circulation, situées dans la bande des 10 m, sont couvertes par des matériaux pour optimiser le roulage des engins. Mais que sur la bande des 10 m, aucun décapage n'a été réalisé aux dires de l'exploitant en limite du périmètre de la zone autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Limites emprise, Bornage NGF.

Prescription contrôlée :

un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires, pour vérifier le périmètre de l'autorisation, en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. En complément au bornage prévu à l'alinéa précédent, l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire, pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée.

Constats :

L'Inspection note qu'aucune Borne NGF n'est référencée sur le plan d'exploitation 2025. Il est rappelé que même si les relevés topographiques actuels se font par Drones avec un calibrage du géopositionnement avant chaque campagne de mesures, des bornes physiques doivent demeurer sur le site jusqu'au réaménagement final du site.

Par sondage l'inspection part en quête de bornes OGE telles que définies sur le plan au Sud-Est de l'emprise de l'exploitation et le long de celle-ci jusqu'à la limite Sud. Recherches qui n'aboutissent pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant la mise en place et le référencement sur les plans des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF. Ainsi que la mise en place effective de bornes physiques

déterminant les limites réelles et autorisées de l'emprise de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières, Clôture.
Prescription contrôlée : [...]. L'accès du site d'exploitation doit être équipé de barrières fermées en dehors des heures d'activités. [...] L'accès aux terrains faisant l'objet des travaux d'exploitation (décapage, extraction, remblaiement ...) est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent [...].
Constats : Le site d'exploitation est équipé de barrières qui peuvent être fermées en dehors des heures d'activités si besoin, les panneaux signifiant l'interdiction au public et divers dangers (tir de mines, risque de noyade ...) sont présents en limite sur les clôtures. Lors de la visite sur une partie Est du site, il est observé la présence effective d'une clôture même si la hauteur minimale des 2 m n'est pas respectée. Il est observé une densification de la végétation sur la clôture sur la partie Sud de l'emprise, diminuant l'efficacité de la clôture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser tous les travaux d'entretien nécessaires pour l'effectivité de la clôture vis-à-vis de la Sécurité du Public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Aire de ravitaillement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement.
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Il est constatée l'absence de dispositifs ou d'installation de ravitaillement et d'entretien des engins de chantier étanches sur l'emprise du site. L'exploitant assure que l'entretien est réalisé par

<p>le prestataire VOLVO.</p> <p>Il n'y a pas présence de la "zone sécurisée" telle que définie dans l'article n°26-1 dans l'AP d'Autorisation du 29 décembre 2009.</p> <p>Ce constat de non-Conformité est confirmé par l'exploitant mais celui-ci affirme que le projet d'amélioration du site avec dépôt d'un nouveau dossier répondra à cette situation par la création d'une dalle étanche et la disparition de cet îlot "zone sécurisée" (aire de dépotage, cuve à gasoil, groupe électrogène, stockages Ad-blue et huiles).</p> <p>Pour information un rappel de la dernière visite d'inspection du site en 2018 faisait état: "[...]L'exploitant déclare ne rien avoir mis en place compte tenu du changement des installations en 2019" ainsi que de la demande de l'IIC suivante "L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place immédiatement des aires étanches mobiles pour le ravitaillement des engins et de fournir un échéancier sous 3 mois des travaux pour la mise en place des installations de traitement et du débourbeur séparateur d'hydrocarbures."</p> <p>De même sont constatés des déchets et écoulements de fluides dans la cuve à GNR, il est rappelé que tous les stockages d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit-être associés à une capacité de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier sous 3 mois de la réalisation de travaux de l'aire de ravitaillement et d'achats de dispositifs de rétention pour la mise en conformité des stockages de tous les fluides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Eaux rejetées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 26.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs de rejet: Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel issues de la zone sécurisée (débourbeur-séparateur) ou du ruissellement sur le site (bassin de décantation), respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5, - la température est inférieure à 30°C, - les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/f(norme NFT 90 101), - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/L (norme NFT 90 114)
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au point de contrôle précédent, le site ne bénéficie pas d'une aire de ravitaillement étanche, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ce site n'est pas équipé de fait d'un système de traitement (débourbeur-déshuileur) des rejets liquides susceptibles d'être pollués.</p>

<p>Les seules mesures des rejets réalisées le sont par prélèvement dans le le bassin de récupération des eaux superficielles situé au carreau de la carrière.</p> <p>L'analyse en date 27/11/2024 présente des résultats de MES et d'Hydrocarbures totaux conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier que les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel issues de la future aire étanche de ravitaillement/entretien (débourbeur-séparateur) ou du ruissellement sur le site (bassin de décantation), respecteront les prescriptions de l'article sus-nommé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 16 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 26.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débourbeur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux issues du bassin de décantation de 15 000m³ et du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures doivent faire l'objet d'une analyse annuelle suivant les paramètres susvisés. Le prélèvement est effectué au niveau du point de rejet dans le milieu naturel est interdit.</p> <p>Les résultats sont à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est précisé par l'exploitant que seule l'eau potable est utilisée sur le site. Le bassin est relié directement au milieu naturel dans le réseau karstique et que le niveau en connaît des variations. L'exploitant précise aussi que l'ensemble des eaux de ruissellement du site (y compris celles susceptibles d'être polluées sur les voies de circulation) ne se dirige pas gravitairement vers le bassin en fond de carreau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que les eaux rejetées dans le milieu naturel, issues de la future aire étanche de ravitaillement/entretien (débourbeur-séparateur) ou du ruissellement sur le site (bassin de décantation) ou de tout autre exutoire, respectent les prescriptions de l'article sus-nommé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : Surveillance émissions poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance émissions poussières.
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives
Constats : L'ensemble des bilans du plan de surveillance présentés dans les rapports du prestataire GRANULAB donnent des résultats conformes. Les jauges présentes aux trois points de mesures sont de type OWEN.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Station météorologique.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Station météorologique sur site.
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : Il est constaté l'absence de station météo sur l'emprise ICPE, mais l'exploitant précise que le laboratoire (GRANULAB Toulouse) prend pour les campagnes de mesure la station Météo France de Caylus. L'IIC vérifie les résultats de la dernière campagne de mesure du 1er avril 2025 au 30 avril 2025 (n°1 rapport 2025-01) qui présente des mesures conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande une définition plus précise de l'emplacement de la station météo référence de MétéoFrance sur Caylus et d'en justifier la pertinence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Prévention de la pollution de l'air.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Arrosage Brumisation.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation de traitement est équipée d'un système d'arrosage des matériaux à l'entrée du concasseur et de brumisation à chaque point de chutes des matériaux. Un système de capotage est mis en place au niveau de la sortie du concasseur secondaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise l'absence de système de brumisation présent sur le primaire (Installation de Traitement ou IT), mais présente l'amélioration future du Process dans le projet (PAC et DAE) dont les travaux ont commencé sans avoir informé les services de la Préfecture de Tarn et Garonne et l'IIC.</p> <p>Le futur dispositif de réduction de l'émission d'empoussièrement se fera pas aspiration des particules fines afin d'une valorisation finale de ces fillers.</p> <p>Des essais opérationnels de brumisation sur l'IT actuel réalisés déjà 2015-2017 avec un mélange eau fines induit un colmatage de l'installation, d'autres essais avec un asperseur ont conduit au colmatage au sol de ce mélange fines/eau selon les dires de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise que le site ne bénéficie pas non plus de portique de brumisation des véhicules sortants mais que le bâchage des remorques est systématiquement demandé par l'agent opérateur au pont bascule. Il n'existe pas de dispositifs de lavage de roues des véhicules sortants du site.</p> <p>L'inspection observe qu'aucun dispositif de réduction de l'empoussièrement n'est présent sur le site afin de faire retomber au sol celui-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la prise en compte de dispositifs de réduction de l'empoussièrement lors de l'exploitation et de l'intégrer dans le projet de modifications de l'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 20 : Bruits et vibrations.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 30

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle niveaux sonores.
Prescription contrôlée : L'exploitation [...] Les niveaux à ne pas dépasser en limites de la carrière [...] Les bruits émis par la carrière [...] L'exploitant fait procéder à un contrôle des niveaux sonores [...] La Mairie de Caylus doit être prévenue 2 jours [...] Lors de chaque tir de mines [...] Pour les maisons avoisinante, la vitesse particulière pondérée maximale est fixée à 10 mm/s. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il est vérifié par sondage les informations sur le tir n°05-2025 effectué le 30/06/2025. L'exploitant présente le mail d'information à la Mairie de Caylus en date du 24/06/2025 avec l'envoi en copie aux Inspecteurs du pôle Carrière & déchets. Le rapport de mesures de vibrations en date du 30/06/2025 donne une vitesse particulière pondérée maximale inférieure à 10 mm/s et conforme à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite